

L'étau Mélenchon-Glucksmann se resserre autour du reste de la gauche en vue de 2027

PRÉSIDENTIELLE

Les démonstrations de force du leader de LFI et de l'eurodéputé social-démocrate, début juin, ont accentué la pression sur les socialistes, écologistes ou communistes qui refusent pour l'heure de les rejoindre.

Hadrien Valat

Il y a d'abord eu la première mâchoire de la tenaille, le 7 juin, à Saint-Denis. Jean-Luc Mélenchon réunissait plus de 20.000 partisans et envoyait un message limpide au reste de la gauche : la primaire, portée par Marine Tondelier et Olivier Faure, est « finie ». « Je m'adresse à tous ceux qui s'interrogent [...] dans quelque parti que vous soyez, surtout si c'est de gauche, vous ne pourrez pas dire, si malheur arrive : "Je ne savais pas" », déclarait-il.

Un message en écho aux nombreuses mains tendues des Insoumis à l'endroit des communistes et des écologistes. En échange de leur soutien, La France insoumise propose de les inclure dans la campagne, dans un éventuel gouvernement, et met surtout sur la table un « pacte législatif ». Car les circonscriptions pourraient bien être le nerf de la guerre des alliances présidentielles.

Après la dissolution de 2024, le Nouveau Front populaire (et le front républicain) a permis à la gauche d'obtenir un contingent inespéré de députés. Nombreux sont donc les parlementaires élus sous la bannière du NFP qui risqueraient d'être balayés s'ils se présentaient sans le soutien des Insoumis lors des prochaines élections législatives – soit vraisemblablement au printemps prochain.

La seconde mâchoire de la tenaille a pris forme le 13 juin, à Aubervilliers. Raphaël Glucksmann rameutait quelque 3.000 soutiens, et des figures socialistes, bien en évidence, ralliées à sa cause, ainsi que l'écologiste Yannick Jadot, candidat à deux reprises à l'élection présidentielle.

Malgré ses sondages à deux chiffres, le quasi-candidat de Place publique a un point faible évident : son parti n'a ni les finances, ni la logistique, ni l'expérience pour mener à bien une campagne présidentielle digne de ce nom. D'où son opération séduction toutes voiles dehors auprès du Parti socialiste.

Tirillés entre leurs courants internes

« Je suis fier d'avoir fait campagne par deux fois avec mes amis socialistes aux européennes [...]. Je sais aussi que nous n'avons pas encore écrit les plus belles pages de notre histoire commune et que celle qui vient sera la plus belle de toutes », a-t-il roucoulé, multipliant aussi les mots doux en direction des militants écolos.



Marine Tondelier, secrétaire nationale des Écologistes, et Olivier Faure, le premier secrétaire du PS, tentent encore de sauver la primaire. Photo Stéphane Lemouton/Sipa

Depuis, entre les deux pôles d'attraction, l'étau se resserre, mettant les directions du Parti socialiste, des Écologistes, et dans une moindre mesure, du Parti communiste, en bien mauvaise posture, tiraillés entre leurs courants internes. Mi-juin, le conseil fédéral des Écologistes a adopté une motion permettant d'exclure de manière « définitive » les frondeurs qui voudraient soutenir une candidature « concurrente » à l'élection présidentielle. Dans le viseur notamment :

Yannick Jadot et Sandrine Rousseau. Le sénateur de Paris était justement au meeting de Raphaël Glucksmann le 13 juin dernier. Quand la députée du 13^e arrondissement de Paris se montre sensible aux arguments des Insoumis.

« La peur que le parti explose »

Pour l'heure, Marine Tondelier continue de pousser pour que la primaire de la gauche ait lieu mais, à mesure que ce scénario s'enlise, pré-

pare parallèlement le terrain pour une candidature autonome. « Ça fait depuis février que Marine Tondelier est candidate à la présidentielle et elle reste en encéphalogramme plat à 4 % dans les sondages », griffe une opposante, selon qui la stratégie de la direction des Verts trahit « la peur que le parti explose si on part derrière LFI ou le PS ».

A l'instar de la secrétaire nationale des Écologistes, Olivier Faure, le patron du PS, refuse de se ranger derrière un autre, sans qu'un pro-

cessus démocratique de désignation ait eu lieu. Même derrière Raphaël Glucksmann, à qui il a pourtant mis le pied à l'étrier, en le propulsant par deux fois tête de liste aux élections européennes.

Pourtant, depuis le meeting du 13 juin, l'entourage de l'eurodéputé se réjouit de voir les lignes bouger, jusque chez les « fauristes ». Dans l'espace de la gauche hors LFI, « quel autre candidat est à 12 %, voire à 14 % dans les sondages ? Quel autre candidat peut être devant Mélenchon ? Quel autre candidat a une chance d'aller au second tour ? » martèle un proche de Raphaël Glucksmann, qui promet à Olivier Faure, de par sa « légitimité considérable », « une place particulière » dans le dispositif de campagne commun que Place publique entretient.

« Même Faure en réunion constate que Glucksmann a de l'avance. Mais humainement, il y a quelque chose qui bloque. Il y a un côté Frankenstein : au départ, Glucksmann, c'est sa créature, qui aujourd'hui lui échappe », croit déceler un parlementaire socialiste.

En pleine période de congrès, les communistes sont également traversés par la question des ralliements. A commencer par le chef de file des députés PCF, Stéphane Peu, proche de La France insoumise, qui s'oppose à une candidature autonome de son parti. Mais son texte d'orientation a échoué loin derrière celui de Fabien Roussel, le patron du parti, qui se verrait bien repartir en campagne. ■

Ce vendredi avec Les Echos

Chaque week-end, aiguisiez votre esprit.

Les Echos

WEEK-END

La guerre en tête

L'armée française se mobilise face à l'éventualité d'une guerre en Europe. Immersion à l'École de guerre et au CHEM, qui forment les hauts gradés.

Angoulême, sa vie sans Michel | Spécial vins et champagnes rosés | Montreux, le jazz pour l'histoire

Les Echos

WEEK-END

La piste des frais d'inscription pour financer les universités

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Le ministre de l'Enseignement supérieur a présenté mercredi un rapport destiné à « éclairer les décisions publiques » sur le financement des universités.

Marie-Christine Corbier

C'est un rapport qui va mettre le sujet des droits d'inscription dans le débat pour l'élection présidentielle. Le ministre de l'Enseignement supérieur, Philippe Baptiste, a présenté mercredi le rapport issu des Assises du financement des universités qu'il avait commandé à Jérôme Fournel (inspecteur général des finances) et Gilles Roussel (ancien président de la Conférence des présidents d'université) en vue d'« éclairer les décisions publiques ».

« Si le modèle financier des universités n'évolue pas, il ne sera plus soutenable d'ici à 2030 », préviennent les rapporteurs. Dans ce rapport très fouillé, la hausse des frais d'inscription est présentée « comme un des leviers » à mobiliser pour « la soutenabilité » du modèle économique.

10 % des ressources universitaires

Le coût d'une année de licence pourrait atteindre 900 euros et celui d'une année de master, 1.300 euros. Des augmentations « raisonnées », selon le document, par rapport aux frais actuels (178 euros en licence et 254 euros en master), l'objectif étant qu'ils représentent à l'avenir 10 % des ressources universitaires. Jérôme Fournel et Gilles Roussel proposent que l'ensemble de ces recettes supplémentaires bénéficient aux universités, préconisent un « barème

progressif » qui exonérerait les étudiants aux revenus les plus modestes et un « mécanisme d'égalisation » entre les établissements.

Pour éviter les écarts de recettes entre des universités qui auraient beaucoup de boursiers – qui ne paient pas de frais d'inscription – et celles qui en auraient moins, les auteurs proposent « une péréquation de 10 à 15 % des ressources collectées ou une prise en charge directe par l'Etat des exonérations accordées aux boursiers ». L'an dernier, l'Inspection générale avait étudié différents scénarios, dont celui d'une année de licence à 2.850 euros et celle de master à 3.879 euros.

« Une préconisation dangereuse »

Les organisations étudiantes ont déjà fait part de leur vive opposition. « Imaginerait-on faire payer l'hôpital de manière différenciée ? » s'agace Suzanne Nijdam, présidente de la Fage. La première organisation étudiante dénonce « une préconisation dangereuse » après que l'exécutif s'est « attaqué aux étudiants extracommunautaires », considérant qu'« augmenter les frais d'inscription, c'est réserver progressivement l'accès à l'enseignement supérieur seulement à celles et ceux qui en ont les moyens ». « Les droits d'inscription pour 2027 en licence, en master et en doctorat pour les étudiants communautaires seront identiques à ceux de 2026 », assure Philippe Baptiste.

La subvention pour charge de service public doit « continuer d'être la ressource principale des universités », selon les rapporteurs qui plaident pour qu'elle augmente régulièrement, dans le cadre d'une loi de programmation, à condition que cela soit « compatible avec la contrainte budgétaire existante ».

Ils préconisent de revoir les règles de gestion. Pour développer leurs ressources propres et la formation continue, par exemple, les universi-

tés recrutent des contractuels qui leur font perdre de l'argent, au lieu de s'appuyer sur les personnels permanents. « Il y a une impression d'escalier roulant où vous montez pendant qu'il descend », image Jérôme Fournel.

Vers plus d'autonomie ?

Le nouveau modèle économique passe, selon lui, par davantage d'autonomie. « Le modèle dans lequel on compense financièrement chaque micro-sujet, c'est un modèle de non-autonomie, déclarait-il en mars dernier. Si vous avez des prix d'énergie qui augmentent, il faut une dotation spécifique ? Si j'ai un bâtiment qui tombe, il en faut une autre ? Autant, alors, les faire fonctionner en régie, et pas en autonomie ! »

Cette autonomie accrue conduirait les universités à fixer elles-mêmes les capacités d'accueil. Les recteurs et le ministère ne pourraient alors plus, à l'approche de la rentrée, forcer les présidents d'université à admettre des bacheliers coûte que coûte, au nom du droit à la poursuite d'études, reconnu par la loi. « Il n'y aura aucun changement sur ce point dans l'année à venir mais on ne peut pas changer l'un sans changer l'autre, ce qui pose la question du rôle du bac », admet Philippe Baptiste.

L'autonomie passe aussi, selon les rapporteurs, par une offre de formation correspondant « aux demandes des étudiants et des acteurs économiques ». « Il y a un équilibre à trouver entre le rôle général de l'université de former des citoyens éclairés et le déficit en termes de formations sur les sciences et les technologies, qui est abyssal et pose des enjeux de souveraineté », approuve Philippe Baptiste. Il milite pour « un vrai travail d'orientation » : « Ce n'est pas au bout de trois ans qu'il faut expliquer aux nombreux étudiants de licence de psychologie que les débouchés ne sont pas réunis pour l'accès en master, continuité et donc très restrictif. » ■